



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**Révisant la liste des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
dans le département de la Somme**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-6, L.556-2, R.125-41 à R.125-47 ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 portant création de Secteurs d'Information sur les Sols dans le département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2021 donnant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu la consultation des maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés par courrier du 25 août 2020 ;

Vu l'information des propriétaires concernés par les projets de création de Secteurs d'Information sur les Sols par courrier du 1^{er} octobre 2020 ;

Vu les observations du public recueillies lors de la consultation électronique sur le site internet de la Préfecture de la Somme qui a eu lieu entre le 15 octobre 2020 et le 15 novembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 septembre 2021 proposant la création et la modification de SIS dans le département de la Somme sur les communes d'Amiens, d'Abbeville, d'Ailly-sur-Somme, d'Airaines, de Beaucamps-le-Vieux, de Dompierre-Becquincourt, de Friville-Escarbotin et de Roisel ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage ;

Considérant que la liste des Secteurs d'Information sur les Sols fait l'objet d'une révision annuelle ;

Considérant que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés ont été consultés sur les projets de création et de modification de Secteurs d'Information sur les Sols situés sur leur territoire ;

Considérant que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par les projets de création et de modification de Secteurs d'Information sur les Sols ont été informés ;

Considérant les remarques du public lors de la consultation précitée ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1er.

Conformément aux articles R.125-45 et R.125-47 du code de l'environnement,

- les Secteurs d'Information sur les Sols suivants sont créés :

- SSP00064900101 relatif au site PLANTIS MERICOURT à ABBEVILLE
- SSP00063600101 relatif au site CARMICHAEL à AILLY-SUR-SOMME
- SSP00003690101 relatif au site AGRATI à AMIENS
- SSP00063590101 relatif au site GAUDEFROY à BEAUCAMPS-LE-VIEUX
- SSP00058890101 relatif au site REGENE à DOMPIERRE-BECQUINCOURT
- SSP00064920101 relatif au centre EDF GDF SERVICES – PAYS DE SOMME à FRIVILLE-ESCARBOTIN
- SSP00058900101 relatif au site des Etablissements LINET à ROISEL

- le Secteur d'Information sur les Sols suivant, créé par arrêté préfectoral du 25 juillet 2019, est modifié :
- SSP00003760101 (SIS n°80SIS00994) relatif au site PIC INDUSTRIES PRODUCTION à AIRAINES

Ces Secteurs d'Information sur les Sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

Article 2.

Les Secteurs d'Information sur les Sols mentionnés à l'article 1 du présent arrêté sont publiés sur le site Internet <http://georisques.gouv.fr>.

Les Secteurs d'Information sur les Sols définis par le présent arrêté sont annexés au Plan Local d'Urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur des communes concernées.

Article 3.

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes d'Abbeville, d'Ailly-sur-Somme, d'Airaines, d'Amiens, de Beaucamps-le-Vieux, de Dompierre-Becquincourt, de Friville-Escarbotin et de Roisel et aux présidents des communautés d'agglomération d'Amiens Métropole et de la Baie de Somme et des communautés de communes de la Haute Somme, Nièvre et Somme, Somme Sud-Ouest, Terre de Picardie et du Vimeu.

Il fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège des mairies et établissements publics de coopération intercommunale précités.

Il sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Somme.

Article 4.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'affichage du présent arrêté.

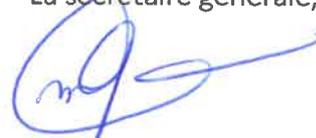
Le tribunal administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5.

Madame la Secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes d'Abbeville, d'Ailly-sur-Somme, d'Airaines, d'Amiens, de Beaucamps-le-Vieux, de Dompierre-Becquincourt, de Friville-Escarbotin et de Roisel, les présidents des communautés d'agglomération d'Amiens Métropole et de la Baie de Somme et des communautés de communes de la Haute Somme, Nièvre et Somme, Somme Sud-Ouest, Terre de Picardie et du Vimeu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **06 OCT. 2021**

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,



Myriam GARCIA

Annexe:

Liste des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
du département de la Somme créés ou modifiés

- SSP00064900101 relatif au site PLANTIS MERICOURT à ABBEVILLE,
- SSP00063600101 relatif au site CARMICHAEL à AILLY-SUR-SOMME,
- SSP00003690101 relatif au site AGRATI à AMIENS,
- SSP00063590101 relatif au site GAUDEFROY à BEAUCAMPS-LE-VIEUX,
- SSP00058890101 relatif au site REGENE à DOMPIERRE-BECQUINCOURT,
- SSP00064920101 relatif au centre EDF GDF SERVICES – PAYS DE SOMME à FRIVILLE-ESCARBOTIN,
- SSP00058900101 relatif au site des Etablissements LINET à ROISEL,
- SSP00003760101 relatif au site PIC INDUSTRIES PRODUCTION à AIRAINES.

Vu pour être annexé à l'arrêté du **06 OCT. 2021**

Pour la préfète, et par délégation
La secrétaire générale,


Myriam GARCIA

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Plantis Mericult (ancienne usine à gaz et anciens abattoirs) à ABBEVILLE

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 01/08/2019

Nom : Plantis Mericult (ancienne usine à gaz et anciens abattoirs)

Adresse : AVENUE DU PORT

Commune principale : ABBEVILLE (80001)

Communes secondaires

Activités : Non renseignée

Description : Le site a été anciennement occupé par une usine à gaz (partie est du site) et par des abattoirs (partie ouest du site). Les investigations réalisées ont notamment mis en évidence des impacts étendus dans les sols en hydrocarbures (hydrocarbures aromatiques polycycliques et hydrocarbures totaux) accompagnés ponctuellement d'impacts en cyanures totaux et métaux au droit de l'ancienne usine à gaz ainsi que deux spots de pollution au niveau des anciens abattoirs.
Un plan de gestion a été réalisé pour l'aménagement d'un conservatoire. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2013 et 2014. Ils ont compris l'excavation d'une partie des terres impactées et leur élimination hors site ainsi que le recouvrement des terres impactées laissées en place. L'analyse des risques résiduels réalisée à l'issue des travaux conclut à la compatibilité avec les aménagements projetés par la collectivité.
Observations: Rapport AIRELE 11 03 00 69 de mai 2012, Plan de gestion des terrains dits "Plantis Mericult" - Abbeville (80)

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00064900101

Ancien identifiant SIS : 80SIS11103

Description¹ : Le site a été anciennement occupé par une usine à gaz (partie est du site) et par des abattoirs (partie ouest du site). Les investigations réalisées ont notamment mis en évidence des impacts étendus dans les sols en hydrocarbures (hydrocarbures aromatiques polycycliques et hydrocarbures totaux) accompagnés ponctuellement d'impacts en cyanures totaux et métaux au droit de l'ancienne usine à gaz ainsi que deux spots de pollution au niveau des anciens abattoirs.
Un plan de gestion a été réalisé pour l'aménagement d'un conservatoire. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2013 et 2014. Ils ont compris l'excavation d'une partie des terres impactées et leur élimination hors site ainsi que le recouvrement des terres impactées laissées en place. L'analyse des risques résiduels réalisée à l'issue des travaux conclut à la compatibilité avec les aménagements projetés par la collectivité.

Observations: Rapport AIRELE 11 03 00 69 de mai 2012, Plan de gestion des terrains dits "Plantis Mericourt" - Abbeville (80)

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Description³ : Le site a été anciennement occupé par une usine à gaz (partie est du site) et par des abattoirs (partie ouest du site). Les investigations réalisées ont notamment mis en évidence des impacts étendus dans les sols en hydrocarbures (hydrocarbures aromatiques polycycliques et hydrocarbures totaux) accompagnés ponctuellement d'impacts en cyanures totaux et métaux au droit de l'ancienne usine à gaz ainsi que deux spots de pollution au niveau des anciens abattoirs.
Un plan de gestion a été réalisé pour l'aménagement d'un conservatoire. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2013 et 2014. Ils ont compris l'excavation d'une partie des terres impactées et leur élimination hors site ainsi que le recouvrement des terres impactées laissées en place. L'analyse des risques résiduels réalisée à l'issue des travaux conclut à la compatibilité avec les aménagements projetés par la collectivité.
Observations: Rapport AIRELE 11 03 00 69 de mai 2012, Plan de gestion des terrains dits "Plantis Mericourt" - Abbeville (80)

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

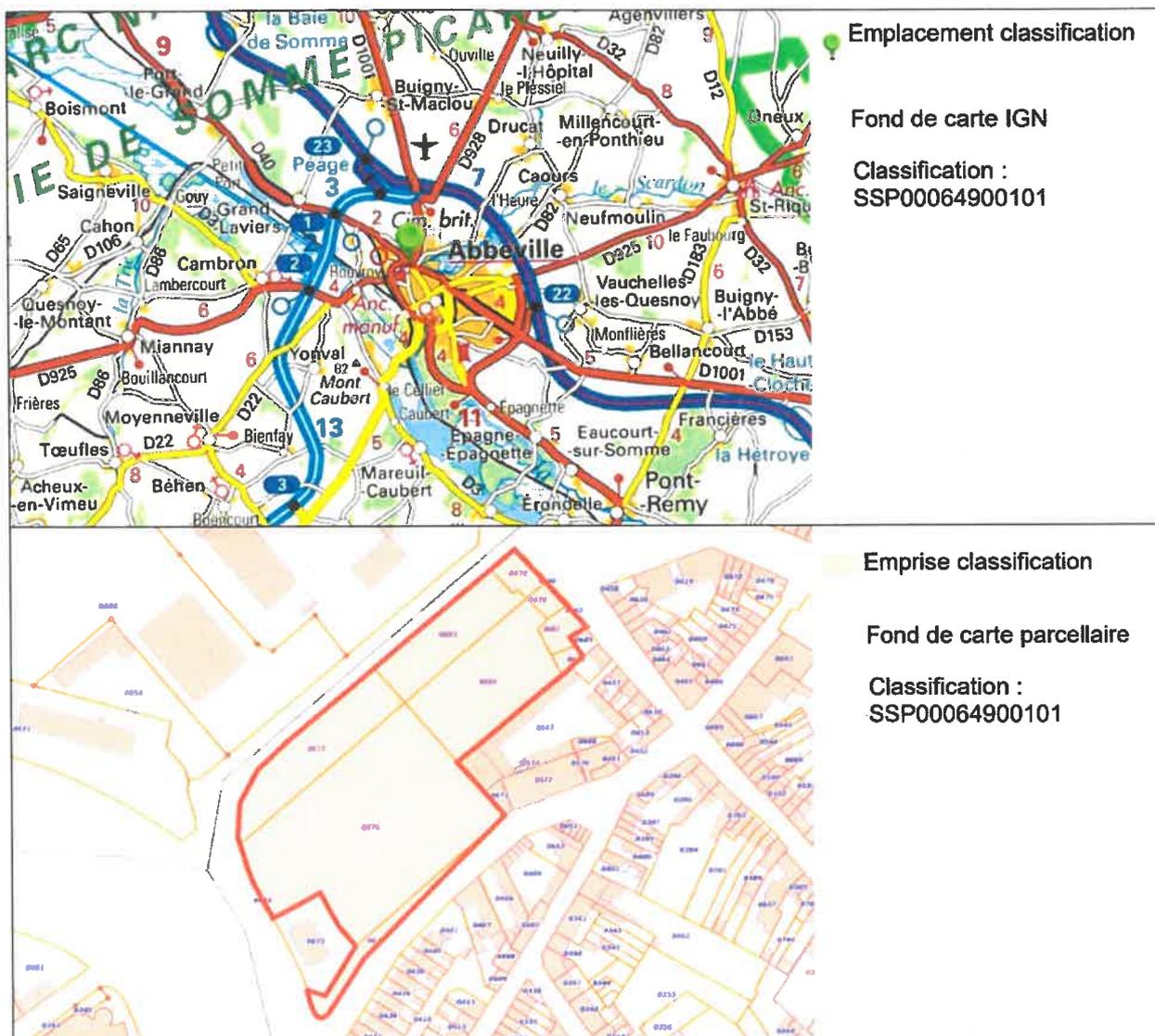
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
ABBEVILLE	1	AC	686	80
ABBEVILLE	1	AC	678	80
ABBEVILLE	1	AC	681	80
ABBEVILLE	1	AC	679	80
ABBEVILLE	1	AC	677	80
ABBEVILLE	1	AC	676	80
ABBEVILLE	1	AC	675	80
ABBEVILLE	1	AC	683	80
ABBEVILLE	1	AC	684	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long. : 203177 55009408886, Lat. : 6465891.626715021

Superficie estimée : 27905 m²

1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS

Carmichael à AILLY SUR SOMME

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 02/07/2019

Nom : Carmichael

Adresse : 1RUE DE L"USINE

Commune principale : AILLY SUR SOMME (80011)

Communes secondaires

Activités : Non renseignée

Description : Le site a accueilli des activités de filature de 1840 à 1983 puis des activités de stockage des années 1990 à 2013. En vue d'une future de reconversion du site, un diagnostic a été réalisé par la communauté de communes. Les investigations ont notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures aromatiques polycycliques et en métaux (Cd, Hg, Pb et Zn) au niveau de l'ancien bâtiment mouillage et à proximité de la cuve de sprinklage ainsi que des impacts ponctuels, sur le reste du site, en hydrocarbures totaux et en hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Observations: Evaluation environnementale - Ancien site Carmichael - 1 rue de l'usine 80470 Ailly-sur-Somme, GEOSAN, rapport GFCP16.17496, octobre 2016

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00063600101

Ancien identifiant SIS : 80SIS10967

Description¹ : Le site a accueilli des activités de filature de 1840 à 1983 puis des activités de stockage des années 1990 à 2013. En vue d'une future de reconversion du site, un diagnostic a été réalisé par la communauté de communes. Les investigations ont notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures aromatiques polycycliques et en métaux (Cd, Hg, Pb et Zn) au niveau de l'ancien bâtiment mouillage et à proximité de la cuve de sprinklage ainsi que des impacts ponctuels, sur le reste du site, en hydrocarbures totaux et en hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Observations: Evaluation environnementale - Ancien site Carmichael - 1 rue de l'usine 80470 Ailly-sur-Somme, GEOSAN, rapport GFCP16.17496, octobre 2016

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Description³ : Le site a accueilli des activités de filature de 1840 à 1983 puis des activités de stockage des années 1990 à 2013. En vue d'une future de reconversion du site, un diagnostic a été réalisé par la communauté de communes. Les investigations ont notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures aromatiques polycycliques et en métaux (Cd, Hg, Pb et Zn) au niveau de l'ancien bâtiment mouillage et à proximité de la cuve de sprinklage ainsi que des impacts ponctuels, sur le reste du site, en hydrocarbures totaux et en hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Observations: Evaluation environnementale - Ancien site Carmichael - 1 rue de l'usine 80470 Ailly-sur-Somme, GEOSAN, rapport GFCP16.17496, octobre 2016

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

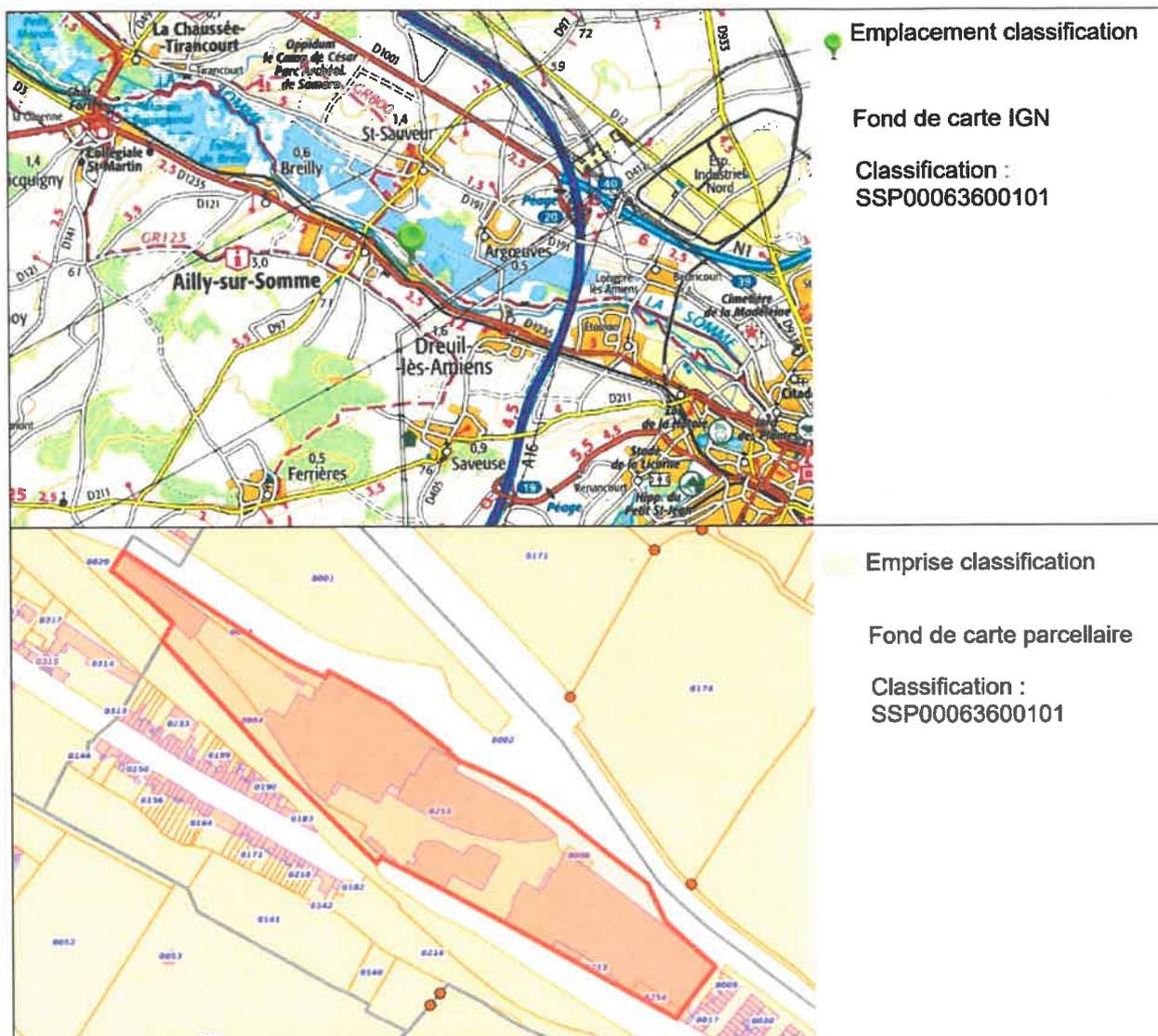
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
AILLY SUR SOMME	1	AD	3	80
AILLY SUR SOMME	1	AD	6	80
AILLY SUR SOMME	1	AD	252	80
AILLY SUR SOMME	1	AD	253	80
AILLY SUR SOMME	1	AD	4	80
AILLY SUR SOMME	1	AD	250	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long. :245969.02854665942. Lat. :6433048.743749028

Superficie estimée : 93380 m²

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS AGRATI à AMIENS

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 02/12/2019

Nom : AGRATI

Adresse : 41RUE ALEXANDRE DUMAS 80090 AMIENS

Commune principale : AMIENS (80021)

Communes secondaires

Activités : Non renseignée

Description : La société AGRATI Amiens exerçait des activités de fabrication de vis et de boulons soumises à autorisation au titre des ICPE. Elle a notifié la cessation de ses activités en 2012.

Les investigations réalisées dans les sols ont mis en évidence :

- un impact en hydrocarbures totaux au niveau de l'emplacement des bennes à déchets métalliques,
- un impact en hydrocarbures aromatiques polycycliques au niveau du hall de chargement,
- des impacts en cyanures et métaux au niveau de l'emplacement de la benne de stockage des boues de la station d'épuration.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit de ces zones pour retirer les pollutions concentrées. Les objectifs de dépollution que s'était fixés l'exploitant n'ont pu être que partiellement atteints. Des pollutions résiduelles en métaux (chrome, zinc) et hydrocarbures (HCT C10-C40, HAP) sont présentes. L'analyse des risques résiduels réalisée conclut à la compatibilité de ces pollutions résiduelles pour un usage de type industriel ou tertiaire en prenant en compte le recouvrement des zones impactées.

Observations: Mémoire de réhabilitation – SCI Les Coteaux – Ancien site AGRATI à Amiens (80), Tauw, R002-1615030CAF-V01, 27 mai 2019

SCI Les Coteaux – Analyse des risques résiduels – Ancien site AGRATI – Amiens (80), Tauw, R001-1615030SDU-V01, 10 janvier 2019

Rapport de Tauw R/6062108-V01, septembre 2011, Agrati France – Site d'Amiens (80) – Diagnostic de pollution des sols dans le cadre de la cessation d'activité

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00003690101

Ancien identifiant SIS : 80SIS00987

Description¹ : La société AGRATI Amiens exerçait des activités de fabrication de vis et de boulons soumises à autorisation au titre des ICPE. Elle a notifié la cessation de ses activités en 2012.

Les investigations réalisées dans les sols ont mis en évidence :

- un impact en hydrocarbures totaux au niveau de l'emplacement des

bennes à déchets métalliques,

- un impact en hydrocarbures aromatiques polycycliques au niveau du hall de chargement,

- des impacts en cyanures et métaux au niveau de l'emplacement de la benne de stockage des boues de la station d'épuration.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit de ces zones pour retirer les pollutions concentrées. Les objectifs de dépollution que s'était fixés l'exploitant n'ont pu être que partiellement atteints. Des pollutions résiduelles en métaux (chrome, zinc) et hydrocarbures (HCT C10-C40, HAP) sont présentes. L'analyse des risques résiduels réalisée conclut à la compatibilité de ces pollutions résiduelles pour un usage de type industriel ou tertiaire en prenant en compte le recouvrement des zones impactées.

Observations: Mémoire de réhabilitation – SCI Les Coteaux – Ancien site AGRATI à Amiens (80), Tauw, R002-1615030CAF-V01, 27 mai 2019

SCI Les Coteaux – Analyse des risques résiduels – Ancien site AGRATI – Amiens (80), Tauw, R001-1615030SDU-V01, 10 janvier 2019

Rapport de Tauw R/6062108-V01, septembre 2011, Agrati France – Site d'Amiens (80) – Diagnostic de pollution des sols dans le cadre de la cessation d'activité

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Description³ : La société AGRATI Amiens exerçait des activités de fabrication de vis et de boulons soumises à autorisation au titre des ICPE. Elle a notifié la cessation de ses activités en 2012.

Les investigations réalisées dans les sols ont mis en évidence :

- un impact en hydrocarbures totaux au niveau de l'emplacement des bennes à déchets métalliques,

- un impact en hydrocarbures aromatiques polycycliques au niveau du hall de chargement,

- des impacts en cyanures et métaux au niveau de l'emplacement de la benne de stockage des boues de la station d'épuration.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit de ces zones pour retirer les pollutions concentrées. Les objectifs de dépollution que s'était fixés l'exploitant n'ont pu être que partiellement atteints. Des pollutions résiduelles en métaux (chrome, zinc) et hydrocarbures (HCT C10-C40, HAP) sont présentes. L'analyse des risques résiduels réalisée conclut à la compatibilité de ces pollutions résiduelles pour un usage de type industriel ou tertiaire en prenant en compte le recouvrement des zones impactées.

Observations: Mémoire de réhabilitation – SCI Les Coteaux – Ancien site AGRATI à Amiens (80), Tauw, R002-1615030CAF-V01, 27 mai 2019

SCI Les Coteaux – Analyse des risques résiduels – Ancien site AGRATI – Amiens (80), Tauw, R001-1615030SDU-V01, 10 janvier 2019

Rapport de Tauw R/6062108-V01, septembre 2011, Agrati France – Site d'Amiens (80) – Diagnostic de pollution des sols dans le cadre de la cessation d'activité

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

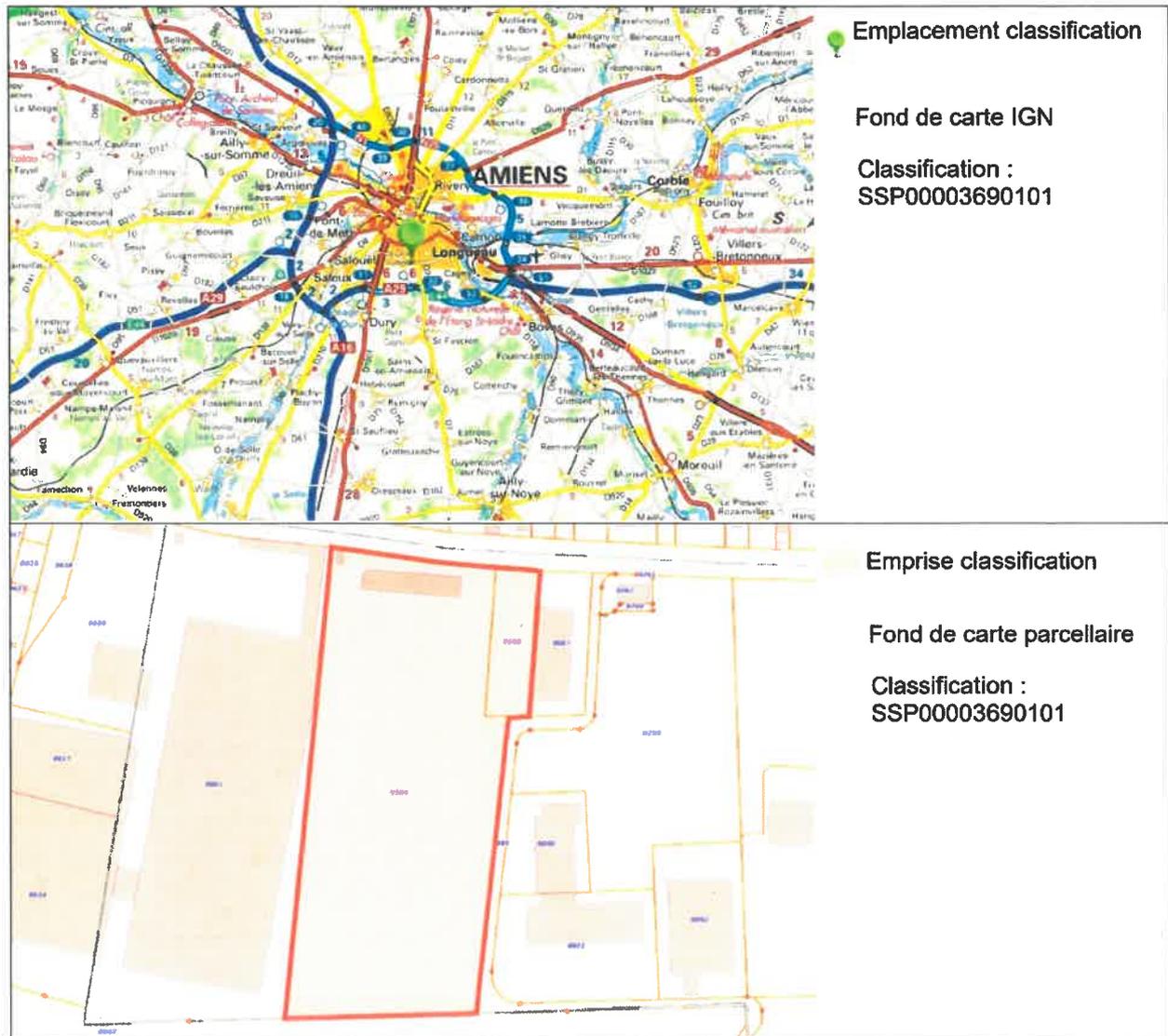
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
AMIENS	1	EP	106	80
AMIENS	1	EP	104	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long 256289 3744281842 Lat .6423814 174221452

Superficie estimée : 41702 m²

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS GAUDEFROY à BEAUCAMPS LE VIEUX

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 02/07/2019

Nom : GAUDEFROY

Adresse : 4RUE DU HAUT

Commune principale : BEAUCAMPS LE VIEUX (80062)

Communes secondaires

Activités : E1 - Textile et habillement, teinture, impression

Description : Le site a accueilli des activités textiles à partir du milieu des années 1930. Les installations de traitement de laine animale destinée aux industries du tapis et de l'ameublement ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 et reprises par la SAS GAUDEFROY en 1989. La société a été placée en liquidation judiciaire en octobre 2016.

Les installations de teinture autorisées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 n'auraient jamais été exploitées, les opérations de teinture ayant été sous-traitées à l'extérieur. Le trichloroéthylène était utilisé depuis les années 1960 et jusqu'en 2011 pour le lavage de la laine. Les trois transformateurs contenant des PCB présents sur le site ont été éliminés en novembre 2011.

Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines

Observations: SAS GAUDEFROY – Liquidation judiciaire de la SAS GAUDEFROY – 1 rue du Haut – BEAUCAMPS-LE-VIEUX (80430) – Mémoire de cessation d'activité, AquaTerraSana, Rapport RFE17-80020-01, Janvier 2018

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00063590101

Ancien identifiant SIS : 80SIS10966

Description¹ : Le site a accueilli des activités textiles à partir du milieu des années 1930. Les installations de traitement de laine animale destinée aux industries du tapis et de l'ameublement ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 et reprises par la SAS GAUDEFROY en 1989. La société a été placée en liquidation judiciaire en octobre 2016.

Les installations de teinture autorisées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 n'auraient jamais été exploitées, les opérations de teinture

ayant été sous-traitées à l'extérieur. Le trichloroéthylène était utilisé depuis les années 1960 et jusqu'en 2011 pour le lavage de la laine. Les trois transformateurs contenant des PCB présents sur le site ont été éliminés en novembre 2011.

Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines

Observations: SAS GAUDEFROY – Liquidation judiciaire de la SAS GAUDEFROY – 1 rue du Haut – BEAUCAMPS-LE-VIEUX (80430) – Mémoire de cessation d'activité, AquaTerraSana, Rapport RFE17-80020-01, Janvier 2018

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 03/05/2019

Description³ : Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : COHV, solvants chlorés, fréons
COHV, solvants chlorés, fréons / Trichloroéthylène

Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	340	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	338	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	337	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	342	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	29	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	341	null

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS REGENE à DOMPIERRE BECQUINCOURT

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 01/04/2019

Nom : REGENE

Adresse : ROUTE DE CHUIGNES

Commune principale : DOMPIERRE BECQUINCOURT (80247)

Communes secondaires

Activités : Non renseignée

Description : La société REGENE exploitait une installation de valorisation de pneus usagés non réutilisables relevant du régime de l'autorisation, sur son site sis route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT. Elle a notifié la cessation d'activité de cette installation en novembre 2012.

Les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activité ont notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures (HCT C10-C40 et HAP) au droit de la zone C, ancienne zone de stockage de ferraille, et de la zone B, zone du séparateur à hydrocarbures, ainsi que des dépassements des valeurs de référence pour les métaux au droit des différentes zones investiguées et la présence ponctuelle de PCB.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit des zones B et C pour retirer les pollutions concentrées. L'analyse des risques résiduels réalisée en considérant le maintien du recouvrement des sols impactés conclut à la compatibilité des pollutions résiduelles pour un usage industriel, artisanal et commercial.

Observations: - SUEZ Route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT (80) – Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion, GINGER BURGEAP, Rapport CESINO162530/RESINO06543-01, Janvier 2017
- SUEZ RV BOIS DOMPIERRE BECQUINCOURT (80) – Travaux de dépollution au droit des zones B et C, SUEZ Remediation sites et sols pollués, DOE U1170270 version 1, Août 2017

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00058890101

Ancien identifiant SIS : 80SIS08467

Description¹ : La société REGENE exploitait une installation de valorisation de pneus usagés non réutilisables relevant du régime de l'autorisation, sur son site sis route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT. Elle a notifié la cessation d'activité de cette installation en novembre 2012.

Les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activité ont

notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures (HCT C10-C40 et HAP) au droit de la zone C, ancienne zone de stockage de ferraille, et de la zone B, zone du séparateur à hydrocarbures, ainsi que des dépassements des valeurs de référence pour les métaux au droit des différentes zones investiguées et la présence ponctuelle de PCB.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit des zones B et C pour retirer les pollutions concentrées. L'analyse des risques résiduels réalisée en considérant le maintien du recouvrement des sols impactés conclut à la compatibilité des pollutions résiduelles pour un usage industriel, artisanal et commercial.

Observations: - SUEZ Route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT (80)
- Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion, GINGER BURGEAP, Rapport CESINO162530/RESINO06543-01, Janvier 2017
- SUEZ RV BOIS DOMPIERRE BECQUINCOURT (80) – Travaux de dépollution au droit des zones B et C, SUEZ Remediation sites et sols pollués, DOE U1170270 version 1, Août 2017

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Description³ :

La société REGENE exploitait une installation de valorisation de pneus usagés non réutilisables relevant du régime de l'autorisation, sur son site sis route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT. Elle a notifié la cessation d'activité de cette installation en novembre 2012.

Les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activité ont notamment mis en évidence des impacts en hydrocarbures (HCT C10-C40 et HAP) au droit de la zone C, ancienne zone de stockage de ferraille, et de la zone B, zone du séparateur à hydrocarbures, ainsi que des dépassements des valeurs de référence pour les métaux au droit des différentes zones investiguées et la présence ponctuelle de PCB.

Des travaux d'excavation des terres impactées ont été réalisés au droit des zones B et C pour retirer les pollutions concentrées. L'analyse des risques résiduels réalisée en considérant le maintien du recouvrement des sols impactés conclut à la compatibilité des pollutions résiduelles pour un usage industriel, artisanal et commercial.

Observations: - SUEZ Route de Chuignes à DOMPIERRE-BECQUINCOURT (80)
- Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion, GINGER BURGEAP, Rapport CESINO162530/RESINO06543-01, Janvier 2017
- SUEZ RV BOIS DOMPIERRE BECQUINCOURT (80) – Travaux de dépollution au droit des zones B et C, SUEZ Remediation sites et sols pollués, DOE U1170270 version 1, Août 2017

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

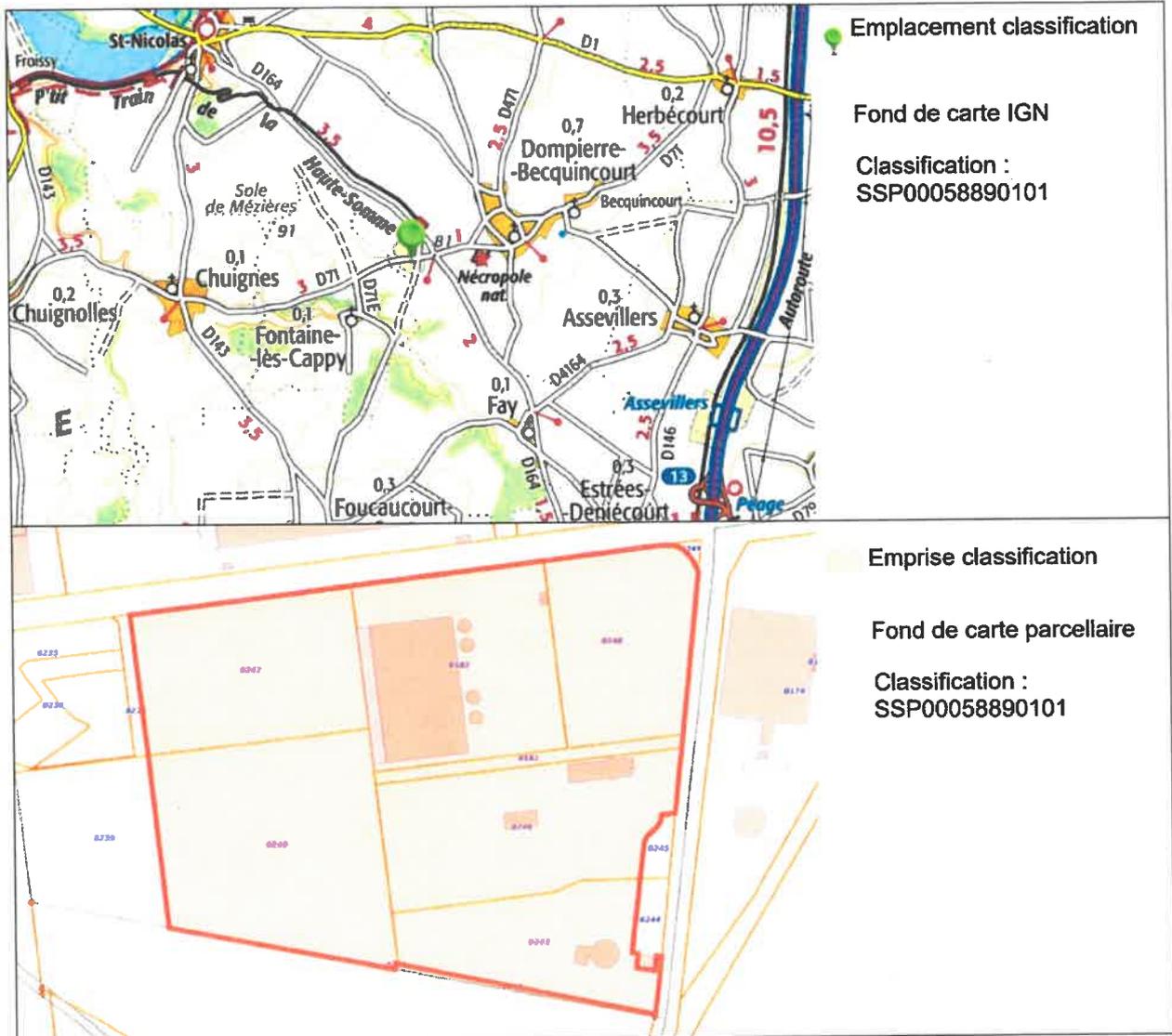
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	181	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	182	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	240	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	243	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	246	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	247	80
DOMPIERRE BECQUINCOURT	2	0S	248	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long :310523.8503596023, Lat :6429589.650979006

Superficie estimée : 63584 m²

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Centre EDF GDF Services - Pays de Somme à FRIVILLE ESCARBOTIN

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 01/08/2019

Nom : Centre EDF GDF Services - Pays de Somme

Adresse : RUE HENRI BARBUSSE

Commune principale : FRIVILLE ESCARBOTIN (80368)

Communes secondaires

Activités : J1 - Cokéfaction, usines à gaz

Description : Le site a accueilli une usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille entre 1894 et 1951. Les deux gazomètres ont été démantelés à la fin des années 60.

Suite à un projet de réaménagement du site pour les besoins internes de l'entreprise, un diagnostic a été effectué. De ces études, il ressort la présence de cuves et conduites contenant des goudrons ainsi que de terres impactées par des hydrocarbures aromatiques polycycliques et des ferrocyanures.

Des opérations de neutralisation des ouvrages enterrés et d'extraction des terres fortement souillées par des goudrons ont été effectuées en 2003. Les concentrations résiduelles mesurées en fond de fouille étaient d'environ 1 g/kg pour la somme des 16 HAP. A l'issue de ces opérations, les anciens ouvrages enterrés (4 cuves et environ 40 m de canalisations à goudrons) ont été neutralisés et l'ensemble de la zone des travaux a fait l'objet d'une isolation de surface par la mise en place d'un revêtement enrobé type parking.

Observations: Rapport HPC Envirotec d'octobre 2003, Site de l'ancienne usine à gaz sis rue Henri Barbusse à Friville Escarbotin (80) - Opérations de neutralisation des ouvrages enterrés et de mise en place d'une zone d'étanchéité de surface
Rapport d'ICF Kaiser Environnement de septembre 1994, Audit d'environnement Gaz de France Friville Escarbotin

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00064920101

Ancien identifiant SIS : 80SIS11105

Description¹ : Le site a accueilli une usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille entre 1894 et 1951. Les deux gazomètres ont été démantelés à la fin des années 60.

Suite à un projet de réaménagement du site pour les besoins internes de l'entreprise, un diagnostic a été effectué. De ces études, il ressort la présence de cuves et conduites contenant des goudrons ainsi que de terres impactées par des hydrocarbures aromatiques polycycliques et des ferrocyanures.

Des opérations de neutralisation des ouvrages enterrés et d'extraction des terres fortement souillées par des goudrons ont été effectuées en 2003. Les concentrations résiduelles mesurées en fond de fouille étaient d'environ 1 g/kg pour la somme des 16 HAP. A l'issue de ces opérations, les anciens ouvrages enterrés (4 cuves et environ 40 m de canalisations à goudrons) ont été neutralisés et l'ensemble de la zone des travaux a fait l'objet d'une isolation de surface par la mise en place d'un revêtement enrobé type parking.

Observations: Rapport HPC Envirotec d'octobre 2003, Site de l'ancienne usine à gaz sis rue Henri Barbusse à Friville Escarbotin (80) - Opérations de neutralisation des ouvrages enterrés et de mise en place d'une zone d'étanchéité de surface
Rapport d'ICF Kaiser Environnement de septembre 1994, Audit d'environnement Gaz de France Friville Escarbotin

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 04/09/2013

Description³ : Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère repartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le site...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accords relatifs à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Le site de l'ancienne usine à gaz de Friville Escarbotin est en classe 4 du protocole. De ce fait, c'est un site dont la sensibilité vis à vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est très faible.

Suite à un projet de réaménagement du site pour les besoins internes de l'entreprise, un diagnostic initial suivi d'un diagnostic approfondi ont été effectués. De ces études, il ressort la présence de trois cuves à goudron et de terres imprégnées par des ferrocyanures ferriques.

Pour l'usage actuel du site (stockage de matériel), les risques pour l'environnement et la santé humaine sont faibles.

Compte tenu de la profondeur de la nappe, les risques d'impact des eaux souterraines sont négligeables.

Le 18 novembre 2003, un rapport de fin de travaux a été adressé à l'Inspection des Installations Classées. Les opérations de neutralisation des ouvrages enterrés ont été effectuées. A l'issue de ces opérations, les anciens ouvrages enterrés (4 cuves et environ 40 m de canalisations à goudrons) ont été neutralisés et l'ensemble de la zone des travaux a fait l'objet d'une isolation de surface par la mise en place d'un revêtement enrobé type parking.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Métaux et métalloïdes / Cuivre
Autres éléments minéraux / Cyanures libres
HAP (Hydrocarbures aromatiques, polycycliques, pyrolytiques et dérivés)

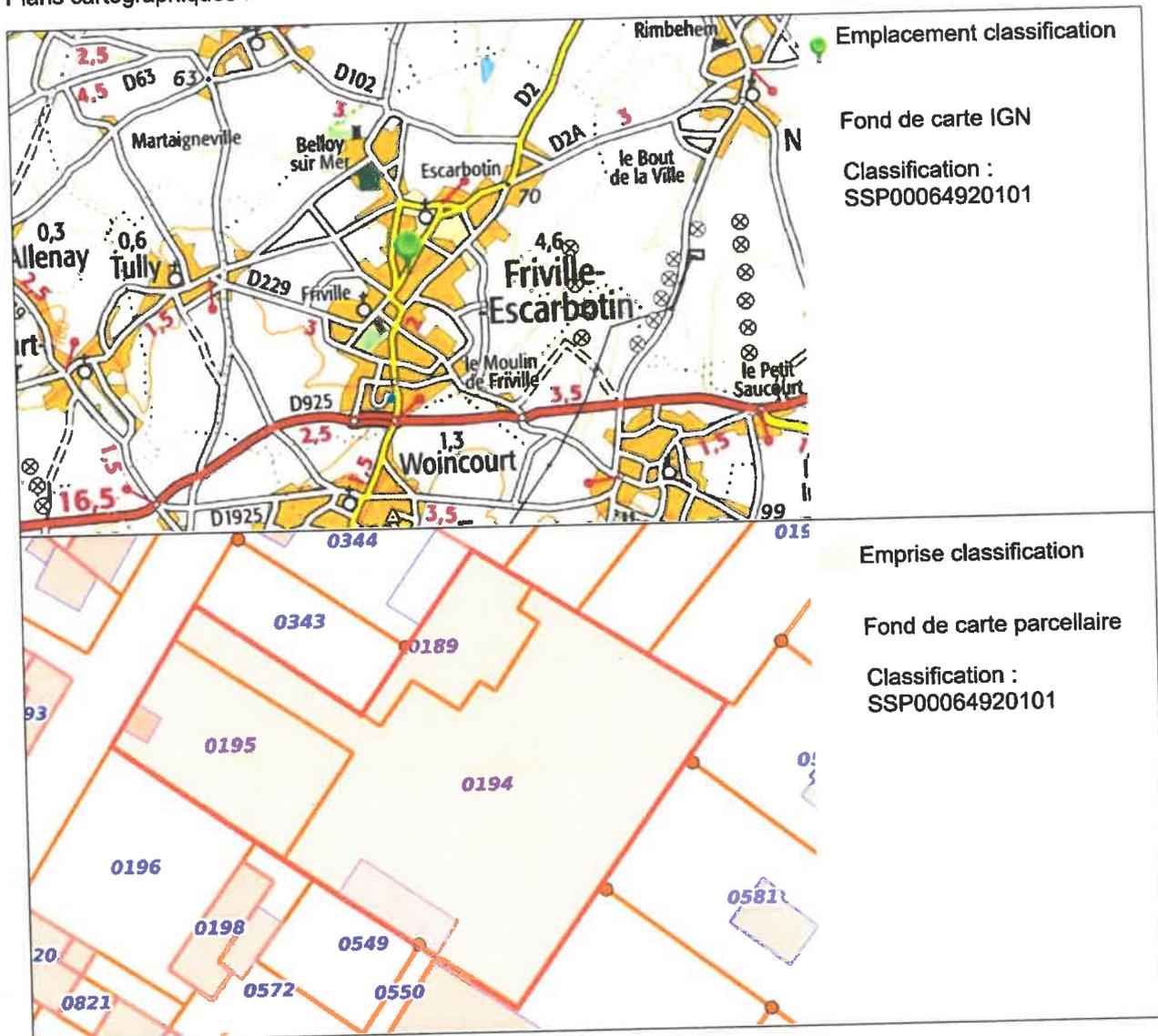
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
FRIVILLE ESCARBOTIN	1	AI	195	80
FRIVILLE ESCARBOTIN	1	AI	194	80
FRIVILLE ESCARBOTIN	1	AI	189	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long :171952.37491532514 Lat. :6461038 9902735

Superficie estimée : 7453 m²

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS PIC INDUSTRIES PRODUCTION à AIRAINES

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 06/11/2018

Nom : PIC INDUSTRIES PRODUCTION

Adresse : 7RUE DU 11 NOVEMBRE

Commune principale : AIRAINES (80013)

Communes secondaires

Activités : D4 - Encres, vernis, peintures, colles (fabrication de)

Description : La société PIC INDUSTRIE PRÔDUCTION exerçait des activités de fabrication de peintures soumises à autorisation. Des investigations réalisées en 2005 ont mis en évidence des impacts en hydrocarbures et en BTEX. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2007-2008 au droit des zones polluées identifiées en 2005 mais les objectifs de dépollution n'ont pu être atteints au droit de certaines zones. Les activités ont cessé suite à la liquidation judiciaire de la société en 2009. L'ADEME est intervenue à deux reprises pour des mesures de mise en sécurité du site. De nouvelles investigations réalisées en 2012 ont mis en évidence des impacts en BTEX et en hydrocarbures. Des investigations complémentaires ont été réalisées en 2018 dans les eaux souterraines et les gaz du sol et n'ont pas mis en évidence d'impact significatif dans ces milieux. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée en 2018 à partir des concentrations relevées dans les sols en 2012 conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel.

Observations: Rapport Bureau Veritas n°003465/248 07 27 /4/1/1, novembre 2012, Diagnostic approfondi – Ancien site Pic Industrie – AIRAINES (80) Rapport Bureau Veritas n° CB797672/7103649-1, 16 mai 2018, Rapport d'investigations sur les eaux souterraines, les gaz du sol et évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du site PIC INDUSTRIE d'Airaines (80)

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00003760101

Ancien identifiant SIS : 80SIS00994

Description¹ : La société PIC INDUSTRIE PRODUCTION exerçait des activités de fabrication de peintures soumises à autorisation. Des investigations réalisées en 2005 ont mis en évidence des impacts en hydrocarbures et en BTEX. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2007-2008 au droit des zones polluées identifiées en 2005 mais les objectifs de dépollution n'ont pu être atteints au droit de certaines zones. Les activités ont cessé suite à la liquidation judiciaire de la société en

2009. L'ADEME est intervenue à deux reprises pour des mesures de mise en sécurité du site. De nouvelles investigations réalisées en 2012 ont mis en évidence des impacts en BTEX et en hydrocarbures.

Des investigations complémentaires ont été réalisées en 2018 dans les eaux souterraines et les gaz du sol et n'ont pas mis en évidence d'impact significatif dans ces milieux. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée en 2018 à partir des concentrations relevées dans les sols en 2012 conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel.

Observations: Rapport Bureau Veritas n°003465/248 07 27 14/11, novembre 2012, Diagnostic approfondi – Ancien site Pic Industrie – AIRAINES (80) Rapport Bureau Veritas n° CB797672/7103649-1, 16 mai 2018, Rapport d'investigations sur les eaux souterraines, les gaz du sol et évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du site PIC INDUSTRIE d'Airaines (80)

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 11/02/2020

Description³ :

En 2003, il existait des suspicions de présence de fûts de peinture ou de déchets enterrés sur le site.

L'Inspection des ICPE a identifié un grand nombre de cuves fuyardes. La nappe alluviale était sévèrement polluée. Une résurgence a été identifiée au niveau de la rivière.

De nombreuses sources de pollution étaient présentes sur le site. Elles étaient principalement dues à des fuites sur ces anciens stockages de solvants, enterrés ou en fosse.

La surveillance des eaux souterraines a été imposée par arrêté du 11 juillet 2003 et a fait l'objet d'une mise en demeure du 21 janvier 2004.

La surveillance des eaux de surface n'a pas mis en évidence d'anomalie au niveau de la rivière.

Le démantèlement des principaux stockages de solvants a été réalisé suite à l'arrêté de travaux d'urgence du 2 avril 2004.

Suite à la liquidation judiciaire de la société PIC INDUSTRIE en 2004, le site a été repris par le groupe MONOPOL le 19 juillet 2004, au nom de la société PIC INDUSTRIES PRODUCTION.

L'évaluation des risques liés à la pollution, imposée par arrêté du 27 février 2001 et rappelée par mise en demeure du 21 janvier 2004 a été réalisée.

Elle concluait à l'absence de risques sanitaires pour les populations extérieures au site mais proposait des travaux de dépollution.

Ces travaux de dépollution (excavation de terres polluées, traitement biologique sur site) ont été réalisés du 8 août 2006 au 9 octobre 2007 :

- plusieurs excavations (11 zones recensées), avec tri des terres impactées, traitement biologique des terres et analyses en laboratoire agréé,

- désamiantage et démolition d'un bâtiment et mise en forme de la zone pour la future mise en place d'une aire étanche (zone 1)

- pompage, nettoyage, dégazage et élimination de onze cuves (zones 8 et 9),

- évacuation en centres agréés des terres les plus polluées, de fûts retrouvés enterrés, de déchets divers de la décharge,

- mise en place d'un système d'injection de peroxyde d'hydrogène pour un traitement in situ du sol et de la nappe (zone 9),
- pompage et traitement des eaux de fouilles,
- remblaiement des fouilles.

Par courrier du 17 juillet 2009, Maître Lafarge informait M. Le préfet de la Somme de la liquidation judiciaire de la société Pic Industrie Production le 03/04/2009 et de sa nomination en qualité de liquidateur judiciaire. Les produits et les déchets les plus dangereux avait été évacués selon maître Lafarge.

Néanmoins, lors de sa visite du 29 septembre 2009, l'inspecteur a constaté la présence de nombreux déchets sur le site (1200 tonnes). De plus, en l'absence de surveillance, des actes de malveillance ont été commis (bidons renversés, pollution de la rivière Airaines...)

Une intervention de l'ADEME au titre de l'« urgence impérieuse » a alors été décidée, la liquidation étant impécunieuse. L'arrêté du 15 octobre 2009 impose à l'Ademe, « aux frais de l'exploitant », d'assurer la mise en sécurité du site et l'élimination des déchets (1200t environ) dans un délai de 6 mois. Les travaux se sont terminés en avril 2010.

L'arrêté préfectoral du 17 mars 2014 a confié à l'ADEME la réalisation de nouveaux travaux d'office en urgence impérieuse pour sécuriser deux bassins de rétention qui pouvaient conduire à des risques de noyade.

Des études complémentaires ont été réalisées par la communauté de communes du sud ouest Amiénois en 2012 et 2018. Elles mettent en évidence des impacts résiduels en BTEX et hydrocarbures dans les sols et l'absence d'impact significatif dans les eaux souterraines et les gaz du sol. L'évaluation quantitative des risques sanitaires conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel. Surveillance différée en raison de procédures en cours : 5

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Benzène et dérivés / Somme de benzene, toluene, ethylbenzene, xylenes
Hydrocarbures et indices liés
Benzène et dérivés / Somme de benzene, toluene, ethylbenzene, xylenes
Hydrocarbures et indices liés

Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
AIRAINES	1	XC	83	80
AIRAINES	1	XC	82	80
AIRAINES	1	XB	58	80
AIRAINES	1	XB	68	80

AIRAINES	1	XB	67	80
AIRAINES	1	XB	66	80
AIRAINES	1	XB	65	80
AIRAINES	1	XB	49	80
AIRAINES	1	XB	48	80
AIRAINES	1	XB	17	80
AIRAINES	1	XB	26	80

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Ets LINET (ex Société des Engrais de Roubaix) à ROISEL

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 01/04/2019

Nom : Ets LINET (ex Société des Engrais de Roubaix)

Adresse : 10RUE THÉODORE BARE

Commune principale : ROISEL (80677)

Communes secondaires

Activités : Non renseignée

Description : Le site a accueilli des activités de fabrication d'engrais à partir de la fin du XIXème siècle. Après la Première Guerre mondiale, l'usine a été reconstruite et agrandie. Elle a été exploitée successivement par la société picarde de superphosphates, la société des engrais de Roubaix et les établissements Pierre Linet jusqu'à l'arrêt de l'usine en 1972. Les bâtiments ont ensuite été utilisés par la société Intradis de 1982 à 1996 pour une activité de stockage d'archives.
Les investigations réalisées au droit du site ont notamment mis en évidence des impacts conséquents dans les sols en métaux (cuivre, mercure, plomb, zinc, arsenic et cadmium).
Observations: - Site de Roisel (Somme) - Étude des sols - Phase B et évaluation simplifiée des risques, ANTEA, rapport A 16521/A, Juin 1999
- Diagnostic de pollution des sols - Prélèvements et analyses - Évaluation simplifiée des risques - Roisel (80), APAVE, contrat n°2000.910.107.01424.00 G, février 2000
- Diagnostic Environnemental - Phase II - 10-12 rue Theodore Bare, Roisel (80), France, ERM, Rapport R4146.V02, novembre 2017

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00058900101

Ancien identifiant SIS : 80SIS08468

Description¹ : Le site a accueilli des activités de fabrication d'engrais à partir de la fin du XIXème siècle. Après la Première Guerre mondiale, l'usine a été reconstruite et agrandie. Elle a été exploitée successivement par la société picarde de superphosphates, la société des engrais de Roubaix et les établissements Pierre Linet jusqu'à l'arrêt de l'usine en 1972. Les bâtiments ont ensuite été utilisés par la société Intradis de 1982 à 1996 pour une activité de stockage d'archives.
Les investigations réalisées au droit du site ont notamment mis en évidence des impacts conséquents dans les sols en métaux (cuivre, mercure, plomb, zinc, arsenic et cadmium).
Observations: - Site de Roisel (Somme) - Étude des sols - Phase B et évaluation simplifiée des risques, ANTEA, rapport A 16521/A, Juin 1999
- Diagnostic de pollution des sols - Prélèvements et analyses - Évaluation

simplifiée des risques - Roisel (80), APAVE, contrat n°2000.910.107.01424.00 G, février 2000

- Diagnostic Environnemental - Phase II - 10-12 rue Theodore Bare, Roisel (80), France, ERM, Rapport R4146.V02, novembre 2017

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Description³ : Le site a accueilli des activités de fabrication d'engrais à partir de la fin du XIXème siècle. Après la Première Guerre mondiale, l'usine a été reconstruite et agrandie. Elle a été exploitée successivement par la société picarde de superphosphates, la société des engrais de Roubaix et les établissements Pierre Linet jusqu'à l'arrêt de l'usine en 1972. Les bâtiments ont ensuite été utilisés par la société Intradis de 1982 à 1996 pour une activité de stockage d'archives. Les investigations réalisées au droit du site ont notamment mis en évidence des impacts conséquents dans les sols en métaux (cuivre, mercure, plomb, zinc, arsenic et cadmium).
Observations: - Site de Roisel (Somme) - Étude des sols - Phase B et évaluation simplifiée des risques, ANTEA, rapport A 16521/A, Juin 1999
- Diagnostic de pollution des sols - Prélèvements et analyses - Évaluation simplifiée des risques - Roisel (80), APAVE, contrat n°2000.910.107.01424.00 G, février 2000
- Diagnostic Environnemental - Phase II - 10-12 rue Theodore Bare, Roisel (80), France, ERM, Rapport R4146.V02, novembre 2017

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

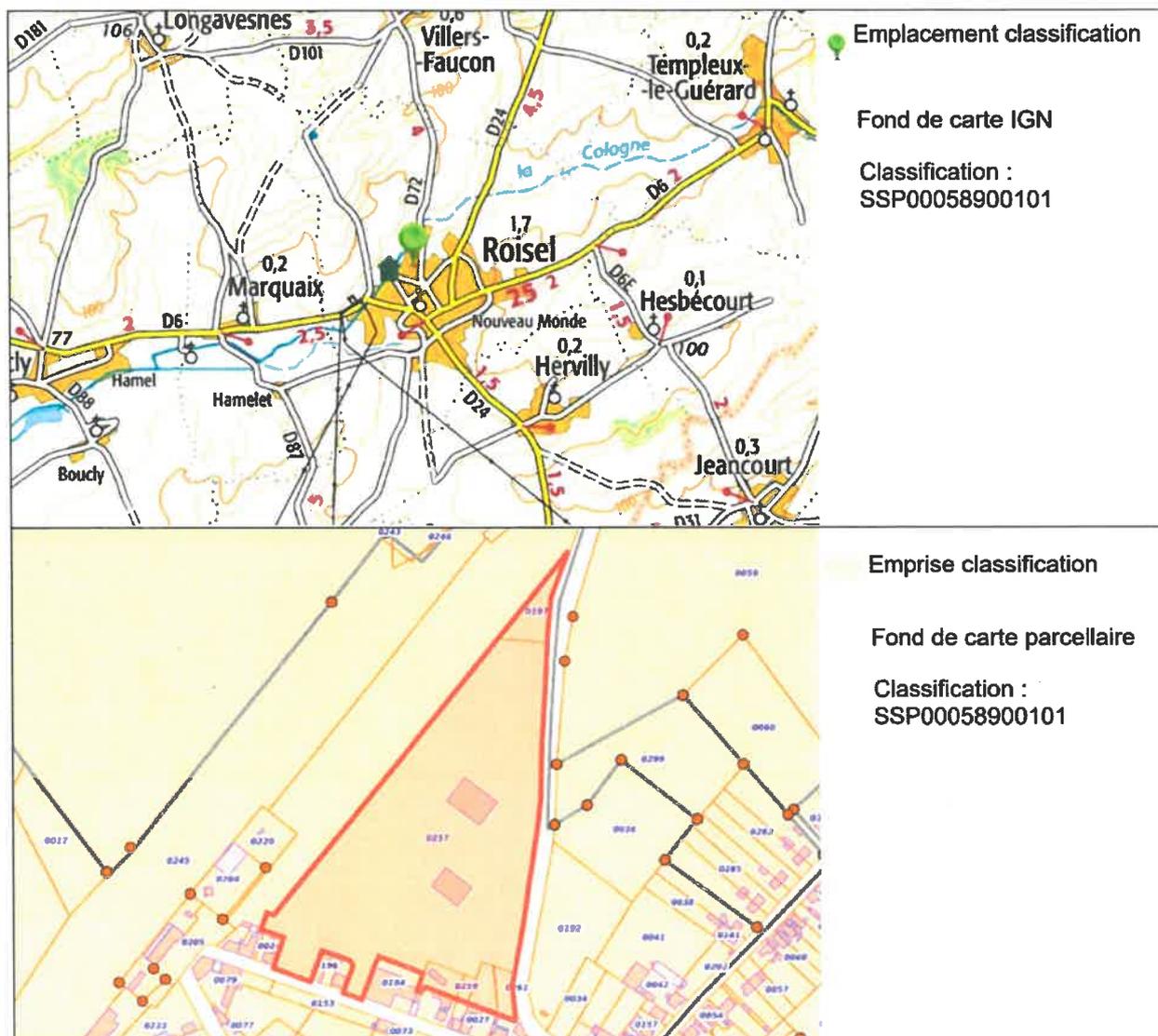
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
ROISEL	1	AB	197	80
ROISEL	1	AB	198	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde : Long :344787.871570131 Lat :6437656.361153142

Superficie estimée : 82152 m²

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.